

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET  
DE LA RECHERCHE**

**ACADÉMIE DE STRASBOURG  
CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES  
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES**

1, quai du Maire Dietrich – CS 50168  
67004 STRASBOURG Cedex



**APPEL D'OFFRES OUVERT N°25 001**

Articles L2124-1, L2124-2, R2124-1, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la  
Commande Publique

**MARCHE DE PERFORMANCE ENERGETIQUE DES  
INSTALLATIONS CLIMATIQUES DES SITES DU CROUS**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(C.C.A.P.)**

**Objet de la consultation :**

Marche de performance énergétique des installations climatiques des sites du CROUS

**Personne Publique :**

CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES  
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES  
1, quai du Maire Dietrich – CS 50168  
67004 STRASBOURG Cedex

**Personne signataire du marché :**

Madame Sophie ROUSSEL, Directrice Générale du Crous de Strasbourg

**A.M.O. :**

EPURE Ingénierie  
5, impasse de la Baronète  
57070 METZ



## Table des matières

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ</b>	4
1.1. Le présent Marché est composé de 3 lots distincts :	4
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	5
2.1. Pièces particulières	5
2.2. Pièces générales	5
<b>ARTICLE 3 - TYPE DE MARCHES</b>	6
3.1. Type de marchés d'exploitation	6
3.2. Définitions	6
3.3. Périmètre	6
<b>ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ</b>	8
<b>ARTICLE 5 - CONTROLES - VISITES LEGALES REGLEMENTAIRES</b>	8
<b>ARTICLE 6 - CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE</b>	9
6.1 Proposition P1	9
6.2 Accord-cadre	10
6.3 Travaux	10
<b>ARTICLE 7 - OBLIGATIONS et RESPONSABILITES des CONTRACTANTS</b>	10
7.1 Obligations du titulaire	10
7.2 Obligations de l'acheteur	11
<b>ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE FOURNITURE</b>	12
8.1 Obligations de résultat	12
8.2 Energie	12
8.3 Prestations	13
<b>ARTICLE 9 - PRESTATIONS NON CONFORMES – PENALITES</b>	17
9.1 Chauffage	17
9.2 Eau Chaude Sanitaire	18
9.3 Prestations d'exploitation	18
9.4 Plafonnement des pénalités	20
9.8 Tableau de synthèse	20
9.9 Mise en œuvre	21
9.10 Indemnisation	21
<b>ARTICLE 10 - INTERESSEMENT</b>	22
10.1 Généralités	22
10.2 Absence de neutralisation de l'intéressement la première année et renégociation des nb	23
<b>ARTICLE 11 - FORME ET CONTENU DES PRIX</b>	24

11.1 Poste P1 : fourniture de combustible .....	24
11.2. Poste P2 : prestation de maintenance.....	25
11.3. Poste p3 : garantie totale.....	26
ARTICLE 12 - AJUSTEMENT DES PRIX DES PRESTATIONS .....	26
12.1 Fourniture de combustible (p1).....	27
12.2 Prestations de maintenance (p2) : .....	28
12.3 Garantie totale (p3) .....	29
12.4 Clause de sauvegarde.....	30
ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	31
13.1. Redevances p1.....	31
13.2. Redevance p2.....	32
13.3. Redevance p3.....	32
13.4 Conditions de règlement.....	32
13.5 T.V.A.....	34
13.6 Avance.....	34
ARTICLE 14 - EXERCICE ET PERIODE CONTRACTUELLE.....	34
ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE - EXECUTION PAR DEFAUT .....	35
15.1. Conditions de résiliation du contrat.....	35
15.2. Redressement ou liquidation judiciaire.....	35
ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE.....	36
ARTICLE 17 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES .....	36
ARTICLE 18 - ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE.....	37
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE .....	39
19.1 Désignation de sous-traitants.....	40
19.2 Modalités de paiement direct.....	41
ARTICLE 20 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES .....	42
20.1. Recours .....	42
20.2. Contestations.....	42
20.3. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger .....	42
ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	43

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

### 1.1. Le présent Marché est composé de 3 lots distincts :

- Lot 1 : Marche de performance énergétique des installations climatiques des sites du Bas-Rhin
- Lot 2 : Marche de performance énergétique des installations climatiques des sites du Haut-Rhin
- Lot 3 : Traitement de l'eau – sites du Bas-Rhin et du Haut-Rhin

Pour les lots 1 et 2, le TITULAIRE prendra en charge :

- la gestion des énergies gaz naturel (en payeur divergent) avec garantie de résultats (P1)
- la conduite, l'entretien courant et les dépannages (P2),
- la garantie totale (P3),

des installations de :

- Chauffage,
- Eau Chaude Sanitaire,
- de climatisation et de ventilation
- relevage

Pour le lot 3, le TITULAIRE prendra en charge :

- l'entretien courant et les dépannages (P2)
- la fourniture de produit de traitement d'eau,

des installations de :

- de Traitement d'eau de chauffage et d'eau chaude sanitaire

de l'ensemble des installations du CROUS de Strasbourg, désigné par « l'ACHETEUR » et listées à l'annexe 1 du C.C.T.P..

- 1.1. La liste des installations est détaillée en annexe 2 du C.C.T.P.
- 1.2. Les conditions spécifiques d'exploitation, la liste des installations concernées et le contenu des prestations, sont précisées dans le CCTP.
- 1.3. Les clauses contractuelles générales font appel aux C.C.T.G des marchés publics d'exploitation et C.C.A.G. des marchés de service.

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, en cas de contradiction ou de divergence entre les pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre précisé ci-dessous :

### 2.1. Pièces particulières

- l'Acte d'Engagement (AE)
- la D.P.G.F, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - annexe 1 : Liste des sites
  - annexe 2 : Liste des installations prises en charge,
  - annexe 3 : Nomenclature
  - annexe 4 : Procès-Verbal de prise en charge,
  - annexe 5 : Consommations d'énergie
  - annexe 6 : Listing contrats d'énergie
- le mémoire technique du titulaire

**Attention : le DQE présent au sein du DCE n'a pas de valeur contractuelle. Il sert uniquement à l'analyse des offres et n'engage en rien le pouvoir adjudicateur.**

### 2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date d'établissement des prix, soit à la date limite de remise des offres du présent marché :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés publics de fournitures courantes et services arrêté du 30 mars 2021,
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) et documents annexes applicables aux marchés d'exploitation des installations de chauffage
- CCAG Travaux (Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux) arrêté du 30 mars 2021 et modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022 pour les travaux réalisés dans le cadre du poste P3

Les pièces générales, bien que non jointes au présent Marché, sont réputées parfaitement connues du TITULAIRE, et les parties leur reconnaîtront expressément le caractère contractuel.

#### Pièces à remettre au titulaire :

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'ACHETEUR au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du C.C.A.G. F.C.S, l'ACHETEUR ne remet pas au titulaire l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché. Ce dernier doit être demandé.

## ARTICLE 3 - TYPE DE MARCHES

### 3.1. Type de marchés d'exploitation

Pour les lots n°1 et 2 et suivant les bâtiments, le Marché d'exploitation est de la forme :

- MTI (Marché Température Intéressement)
- PF (Prestation Forfaitaire)
- GT (Garantie Totale)

Pour le lot n°3, le Marché d'exploitation est de la forme :

- PF (Prestation Forfaitaire)

### 3.2. Définitions

#### 3.2.1. Fourniture de combustible (P1) :

Les marchés MTI impliquent une garantie de résultat sur le rendement des installations.

Les prestations P1 correspondent à la fourniture des combustibles nécessaires à la production d'énergie sous forme de chaleur, alimentant les besoins thermiques pour le chauffage des locaux (statique et dynamique) et la production d'eau chaude sanitaire.

#### 3.2.2 Prestations de conduite, surveillance, dépannage et entretien courant (P2).

Les prestations P2 correspondent aux prestations de conduite, surveillance, dépannage et entretien courant des installations techniques confiées au TITULAIRE et détaillées à l'annexe 1 du CCTP

#### 3.2.3 Garantie totale (P3).

Les prestations P3 correspondent aux prestations de :

- **P3<sub>MRE</sub>** : Maintien et remise en état, correspondant à des dépenses n'entraînant pas une augmentation de valeur réelle de l'équipement ou n'ayant pas d'impact sur sa durée de vie
- **P3<sub>REN</sub>** : Renouvellements et améliorations, correspondant à des dépenses immobilisées pour la collectivité
- **P3<sub>AML</sub>** : Renouvellements et améliorations prévus par le TITULAIRE, au démarrage du marché,

Les matériels couverts par cette garantie totale sont ceux détaillés à l'annexe 2 du CCTP.

### 3.3. Périmètre

#### 3.3.1 PERIMETRE INITIAL :

Les installations présentes à la date d'établissement du marché sont dans le périmètre du marché. Seules les modifications de périmètre postérieures à la prise en charge et ayant une influence sur le montant des prestations feront l'objet d'un avenant.

**3.3.2 : MODIFICATION DU PERIMETRE :****Raccordement à un réseau de chaleur :**

En fonction des opportunités de raccordement à un réseau de chaleur, certains sites en MTI pourront être transformés en PFI. Cette modification sera validée par un avenant. Le TITULAIRE ne peut s'opposer à cette modification et aucune indemnité n'est prévue (hors P3 AML pour des travaux programmés non amortis).

**Travaux d'économies d'énergie :**

En cas de travaux permettant de diminuer les consommations énergétiques (travaux d'étanchéité du bâti, travaux sur la production ou distribution de chauffage et d'eau chaude sanitaire...), les bases énergétiques seront revues. L'intéressement sera neutralisé. En cas de rénovation par l'ACHETEUR d'un équipement couvert par le marché, les postes P3 seront supprimés les 2 premières années suivant la réception des travaux. Le TITULAIRE conseillera et assistera l'ACHETEUR pour permettre la bonne exploitation de l'installation. Il assistera à la réception des travaux et se coordonnera avec l'installateur. Le TITULAIRE fera d'éventuelles réserves sur le fonctionnement et la sécurité de la nouvelle installation dans un délai de 2 mois après sa prise en charge. Passé ce délai, le TITULAIRE fera son affaire des éventuelles difficultés d'exploitation.

Le poste P1 sera facturé selon le coût réel de l'énergie justifié par facture et majorée de 3%, pendant une saison. Les nouvelles bases NB et P1 seront calculées en prenant le résultat de la saison de référence, recalée avec les degré-jours trentenaires et avec un coefficient de 1. Cette modification sera validée par un avenant.

**Modification de patrimoine :**

Au cours du marché, le périmètre du marché peut évoluer. Les redevances des sites objet d'éventuelles cessions ou destructions totales ou partielles seront revues. Cette modification sera validée par un avenant. Le TITULAIRE ne peut s'opposer à ces évolutions de périmètre et un avenant sera rédigé pour valider les évolutions réelles.

**Nouveau site :**

L'ACHETEUR aura la possibilité d'intégrer de nouveaux sites dans le périmètre du marché dans la limite des seuils réglementaires. La nouvelle base NB sera calculée en prenant le résultat de la saison de référence, recalée avec les degré-jours trentenaires et avec un coefficient de 1 sur le calcul. Le poste P1 sera facturé selon le coût réel de l'énergie justifié par facture et majoré de 3%, pendant une saison. Le TITULAIRE fera une proposition commerciale. En cas d'accord, cette modification sera validée par un avenant. L'ACHETEUR se réserve le droit de ne pas donner suite ou de confier le nouvel équipement à un autre prestataire.

**Vacance > 10% :**

Si le taux de vacances est supérieur de 10%, l'intéressement sera neutralisé si son calcul entraîne une facturation complémentaire. Le taux de vacances sera fourni par l'ACHETEUR pour le bilan annuel. Dans ce cas, le poste P1 de la saison écoulée sera facturé selon les consommations réelles et le coût réel majoré de 3%.

**C2E :**

Les Certificats d'Economie d'Energie issus de travaux réalisés par le TITULAIRE dans le cadre du programme P3 AML peuvent être déduits du montant des travaux (à détailler le calcul dans le mémoire technique). Hors programme P3 AML, les C2E issus des travaux réalisés par le TITULAIRE ou par l'ACHETEUR restent propriété de l'ACHETEUR. Les modalités de valorisation de ces Certificats d'Economie d'Energie pourront être discutées avec le TITULAIRE. Dans tous les cas, le TITULAIRE assistera l'ACHETEUR pour la constitution des dossiers de demande de valorisation.

**Phase travaux :**

Le Poste P2 sera suspendu pendant la durée des travaux si l'installation est à l'arrêt.

#### **ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE**

La durée du marché d'exploitation est de 5 ans en tranche ferme. Le marché prendra effet à compter de sa notification.

**Pour les sites spécifiés dans la DPGF, la prise d'effet pourra être reportée à une date ultérieure.**

**Pour les prestations P2.7 VMC, la prise d'effet sera le 01/01/2026.**

Sur demande de l'ACHETEUR, le marché pourra être prolongé d'une durée de 2 ans, 2 fois maximum. L'ACHETEUR affirmera la reconduction par lettre recommandée 3 mois avant son échéance. Si aucune amélioration n'est identifiée la redevance P3/3 ne sera pas conservée lors de l'affermissement de la reconduction. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

#### **ARTICLE 5 - CONTROLES - VISITES LEGALES REGLEMENTAIRES**

Les visites et contrôles en vigueur à la date du contrat prévus au C.C.T.G. ainsi que les dispositions prises en vue de leur exécution sont à la charge du TITULAIRE.

Lorsque les dates des précédents contrôles ne sont pas connues au démarrage du marché, le TITULAIRE procède à ces contrôles dans les 6 premiers mois du marché.

Les prélèvements et analyses pour détecter la présence éventuelle de bactérie type Legionella sont à la charge du TITULAIRE, sur demande de l'ACHETEUR.

Le TITULAIRE devra informer, dans les meilleurs délais, de toute modification des normes et réglementation ayant un impact sur les installations dont il a la charge.

Liste des visites légales réglementaires :



Domaine	Contrôle	Détails particuliers	Intervenant	périodicité en mois	Client	titulaire lots1-2	titulaire lot 3
APPAREIL DE LEVAGE ACCESSIBILITE		Palan, échelles, escabelle, échaffaudage	titulaire	12		X	
Gaz	DETECTION GAZ	Entretien et contrôle réglementaire	personnel agréé	12		X	
Gaz	ETANCHEITE GAZ	GZ39 : Contrôle étanchéité réseaux et appareils alimentés en combustible liquide, gazeux ou frigorigène suivant GZ 39	personnel agréé	12		X	
Gaz		CH 58 : contrôles chaufferies, ventilations, CCF, dispositifs de sécurité, organes de coupures, détendeurs gaz...	titulaire	12		X	
ICPE	MESURES DE BRUIT	Chaufferie	Bureau de contrôles	36		S.O.	
ICPE	REJETS DANS L'EAU	Chaufferie	Bureau de contrôles	36		S.O.	
ICPE	EFFICACITE ENERGETIQUE	Chaufferie	Bureau de contrôles	36		S.O.	
ICPE	REJETS ATMOSPHERIQUES	Chaufferie	Bureau de contrôles	36		S.O.	
REGLEMENTATION	CHAUFFERIE	Contrôle des conduits de fumée avec nettoyage et ramonage	entreprise agréée	12		X	
REGLEMENTATION	CHAUFFERIE	Contrôle des rendements de chaudières < 400 kW	titulaire	12		X	
REGLEMENTATION	CHAUFFERIE	Contrôle des rendements de chaudières > 400 kW	titulaire	3		X	
EAU	ANALYSE D'EAU	ECS • analyse physico-chimique complète , • PO4 (3-) SiO4 (2-) en amont du filmogène, • PO4 (3-) SiO4 (2-) en retour de boucle	personnel agréé	12			X
EAU	ANALYSE D'EAU	ECS • TH adoucisseur (4 fois/an), • Cl- et Na+ en aval de l'adoucisseur	titulaire	12			X
EAU	ANALYSE D'EAU	Analyse paramètres physico-chimiques d'eau de chauffage	titulaire	12			X
EAU	ANALYSE D'EAU	Analyse paramètres physico-chimiques d'eau Glacée	titulaire	12		S.O.	
EAU	DISCONNEXION	Contrôle des dispositifs de disconnexion	personnel agréé	12		X	
EAU	GLYCOL	Contrôle du glycol	titulaire	12		X	
INCENDIE	EXTINCTEURS	MS73 : Contrôle des extincteurs suivant article MS 73	entreprise agréée	12	X		
ELECTRICITE	INSTALLATIONS ELECTRIQUES	EL 14 : Contrôle des installations électriques, chaufferie incluses suivant article EL 14	titulaire	12	X		
ELECTRICITE	THERMOGRAPHIE INFRAROUGE	Thermographie des armoires électriques CVC	titulaire	12	X		
COMPTAGE	COMPTAGE	Contrôle du bon fonctionnement des compteurs d'énergie	entreprise agréée	12		X	
FILTRATION	FILTRATION	Contrôle et visites installation de filtration CH39	titulaire	3		X	

## ARTICLE 6 - CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT EN ENERGIE

Le TITULAIRE prend en charge la fourniture de gaz naturel et le chauffage urbain (en paiement divergeant), des sites concernés.

L'ACHETEUR pourra participer, dans les années à venir, à un accord cadre pour l'achat de gaz.

Le TITULAIRE s'interdit tout changement de tarif gaz sans un accord préalable de l'ACHETEUR.

En tout état de cause, toute modification de fournisseur sera actée par un avenant validé par les deux parties.

### 6.1 Proposition P1

Si l'ACHETEUR l'autorise, le TITULAIRE fera une nouvelle proposition à chaque fin de contrat gaz

## 6.2 Accord-cadre

Si le TITULAIRE n'est pas le mieux disant des marchés subséquents ; l'ACHETEUR déclarera le TITULAIRE comme payeur divergent des factures gaz qui seront adressées par le fournisseur retenu. Un contrat triparti sera rédigé.

Dans tous les cas, la marge P1 du TITULAIRE sera celle de l'acte d'engagement, il ne sera pas remis en cause les clauses du Marché de Performance Energétique et son équilibre financier.

Nota : La marge est recalculée en P1/8 pour la Gestion des contrats suivant la valeur en % de l'acte d'engagement. Il ne sera pas remis en cause les clauses du Marché de Performance Energétique et son équilibre financier.

## 6.3 Travaux

Si l'ACHETEUR réalise des travaux importants pour tenir compte du décret tertiaire ou une connexion au réseau de chaleur, le TITULAIRE devra faire le nécessaire pour supprimer le contrat gaz au besoin. Si le TITULAIRE souscrit de nouveau un contrat gaz après décision de l'ACHETEUR de supprimer le point d'enlèvement, le TITULAIRE assurera seul les indemnités de pénalité.

# ARTICLE 7 - OBLIGATIONS et RESPONSABILITES des CONTRACTANTS

## 7.1 Obligations du titulaire

Il assurera dans les conditions définies au C.C.T.P., pendant les périodes contractuelles définies à l'article 14 du présent CCAP ou sur ordre de service émis par l'ACHETEUR :

- la fourniture et la gestion des énergies et le bon fonctionnement des installations thermiques des sites de l'ACHETEUR suivant la liste donnée à l'article 1 du présent C.C.A.P.
- la conduite et l'équilibrage de la chaufferie, des installations de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement d'air,
- l'entretien des installations de climatisations collectives
- le suivi sanitaire des installations de production d'eau chaude sanitaire,
- le dépannage et l'entretien courant des installations,
- la fourniture et la mise en œuvre des produits et consommables nécessaires aux prestations
- les prestations de maintien en bon état de fonctionnement et de remise en état des installations,
- les contrôles définis à l'article 5,

Pour le lot n°3, le TITULAIRE prend en charge l'entretien des installations de traitement d'eau et la fourniture et la mise en œuvre des produits de traitement d'eau chaude sanitaire, eau de réseau chauffage

Si les locaux cessent d'être conformes à la législation ou réglementation en vigueur, le TITULAIRE doit le signaler à l'ACHETEUR,

Un procès-verbal de prise en charge des installations dont un modèle est joint en annexe 3 sera établi dans les 3 mois suivant la prise d'effet du Marché.

Le TITULAIRE s'engage à laisser les installations en état de bon fonctionnement à l'issue de la période couverte par le Marché d'exploitation.

Ce constat sera effectué en commun avec l'ACHETEUR et le TITULAIRE, six mois avant l'échéance du Marché.

Le TITULAIRE est responsable des installations durant toute la durée du Marché et il lui appartient de mettre à disposition de l'ACHETEUR, le personnel en quantité et qualification adaptées aux installations à exploiter :

- production et distribution de chaleur,
- production et distribution d'eau chaude sanitaire.
- ventilation

À tout moment, l'ACHETEUR se réserve le droit de contrôler les compétences du personnel du TITULAIRE.

La responsabilité civile du TITULAIRE est engagée dans les conditions du C.C.T.G. pour les dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

## **7.2 Obligations de l'acheteur**

L'ACHETEUR mettra à la disposition du TITULAIRE les installations définies à l'annexe 2 du présent CCAP et les locaux définis à l'article 3 du CCTP, conformément au CCTG.

L'ACHETEUR fournira gratuitement au TITULAIRE l'eau et l'électricité nécessaires au bon fonctionnement des installations. Le TITULAIRE sera toutefois tenu responsable des consommations anormales ou excessives d'eau froide, sauf celles dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

L'ACHETEUR maintiendra les installations conformes aux clauses législatives et réglementaires en vigueur sur indication du TITULAIRE qui sera tenu de lui signaler en temps utile tout nouveau texte officiel provoquant une modification quelconque des installations. L'ACHETEUR fait son affaire personnelle de l'assurance de tous les risques inhérents à la qualité de propriétaire des bâtiments et installations mis à la disposition du TITULAIRE, notamment les risques d'incendie, foudre, explosion, dégâts des eaux ou causes extérieures à l'installation.

L'ACHETEUR conservera à sa charge l'entretien et le renouvellement des installations non comprises dans le présent Marché, ainsi que l'assainissement des gaines (ventilation et VMC).

L'ACHETEUR mettra à disposition du TITULAIRE des lots 1 et 2, un accès aux installations de télégestion EASY-LIVE.

## ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE FOURNITURE

### 8.1 Obligations de résultat

#### 8.1.1 Chauffage

Le C.C.T.P. définit les températures contractuelles des bâtiments, en régime normal et ralenti, les horaires d'application des différents régimes, les conditions de mesures de ces températures, le début de l'exercice, la saison de chauffage et la période contractuelle de chauffage.

En vue d'assurer un contrôle des températures, l'ACHETEUR pourra exiger du TITULAIRE la fourniture d'appareils mobiles de contrôle, selon l'article 8.2 ci-après.

#### 8.1.2 Eau chaude sanitaire

La fourniture sera assurée en permanence.

Le TITULAIRE pourra demander un arrêt technique ponctuel pour réaliser les entretiens des installations d'eau chaude sanitaire. La période de coupure sera adaptée pour limiter l'impact sur l'activité du site. En dehors des arrêts techniques annuels, aucune interruption n'est prévue. Le TITULAIRE effectuera les travaux d'entretien pendant ces arrêts techniques.

### 8.2 Energie

8.2.1 Le suivi des consommations des énergies utilisées fera l'objet de vérification. A cette fin, ces éléments devront être consignés dans le journal de bord des installations.

8.2.2. Le TITULAIRE mettra à la disposition de l'ACHETEUR, des appareils, enregistreurs de température, permettant aux deux parties d'assurer un meilleur suivi de l'utilisation de l'énergie. En vue d'assurer un contrôle des températures, le TITULAIRE mettra à disposition de l'ACHETEUR 1 thermomètre étalonné. Le TITULAIRE assurera l'étalonnage chaque année. Le TITULAIRE mettra à disposition 3 enregistreurs par bâtiment.

8.2.3 Le TITULAIRE s'engage à optimiser en permanence les consommations énergétiques des bâtiments. A ce titre, il conseillera l'ACHETEUR lors de travaux de rénovation ou d'extension.

8.2.3 Le TITULAIRE prend en charge, au titre du poste P3AML, la fourniture et la pose des différents compteurs : chaleur, eau chaude sanitaire, gaz... qui ne sont pas encore en place et sont nécessaires à la facturation des postes P1.

8.2.4 Le TITULAIRE fera assurer, au titre du poste P2, le contrôle annuel des différents compteurs par le constructeur ou un organisme agréé.

8.2.5 Tout ajout ou suppression de matériel, toute variation significative de la fréquentation ou toute modification de fonctionnement entraînant une variation significative des consommations d'énergies et combustibles fera l'objet d'un avenant validé par les deux parties.

### 8.3 Prestations

8.3.1 Le TITULAIRE remplit pour chaque installation un journal de marche conservé dans chaque local technique.

Dans chaque journal sont consignées toutes les opérations d'exploitation, de conduite et d'entretien, les incidents éventuels, les rondes effectuées, Date, heures début et fin, les valeurs relevées de température, de pression, de comptage, etc...

Chaque passage en local technique et ce, quel que soit sa nature, devra être impérativement consigné.

L'ACHETEUR se réserve le droit de consulter ces documents à tout moment.

Le TITULAIRE s'oblige à informer dans les plus courts délais, par tous moyens appropriés, le Responsable de l'ACHETEUR, des incidents survenus dans la conduite ou sur les installations ainsi que de toutes difficultés d'exploitation rencontrées.

8.3.2 Le TITULAIRE devra remettre à l'ACHETEUR à la fin de chaque saison de chauffe, un état des consommations réelles des énergies utilisées pendant l'exercice écoulé. Le client pourra exiger, à l'appui de ces états, tous justificatifs permettant d'en vérifier l'exactitude (factures de fournisseurs...).

8.3.3 Les comptes P3 MRE, P3 REN et le P3 AML sont gérés séparément et en totale transparence.

Afin de faciliter cette gestion, il est demandé à l'Acte d'Engagement un coût horaire et deux coefficients de fourniture et de sous-traitance en fonction du coût du matériel remplacé.

Hors fournitures listées au CCTP, les remplacements de pièces sont comptabilisés dans le poste P3 à partir d'un seuil unitaire de pièce matériel ou sous-traitance de **200 € Hors Taxes**. En dessous de ce seuil, les pièces sont fournies au titre du poste P2 ainsi que la main d'œuvre. Ce seuil est révisé annuellement selon la formule de révision du poste P2.

Le suivi et contrôle du compte P3 seront assurés par l'ACHETEUR.

Le coefficient sur facture fournisseur et sous-traitance s'entend après remise déduite du fournisseur.

L'ACHETEUR pourra vérifier que le TITULAIRE obtient bien les remises optimales auprès de ses fournisseurs.

Le nombre d'heures imputées sur les opérations de travaux P3 devra être justifié et consigné sur les bordereaux de travaux, consultables à tout moment par l'ACHETEUR.

En cas de désaccord sur le nombre d'heures valorisées sur une opération, l'ACHETEUR pourra modifier cette quantité et prendre pour référence celles publiées par les revues professionnelles type « Batiprix » ou vérifier le nombre d'heures réellement effectuées sur le terrain.

Les sommes versées au TITULAIRE au titre du compte P3 constituent une provision dont la justification d'emploi ou de disponibilité devra être fournie annuellement pour l'ensemble des opérations réalisées, ou ponctuellement à chaque demande de l'ACHETEUR.

Dans le cas des travaux de rénovation et d'amélioration prévus au titre du poste P3 AML, les montants pris en compte ne pourront dépasser les montants prévus dans le mémoire technique et chiffrés « en vente », sauf modification ou mise au point validée par l'ACHETEUR. L'ensemble des travaux seront réceptionnés avec la remise d'un D.O.E. constitué du schéma installation, plan électrique mis à jour, liste du matériel avec documentation, schéma fonctionnelle GTC, PID...

Dans l'hypothèse où le montant P3 du marché s'avérerait insuffisant à l'usage, le TITULAIRE n'en conserverait pas moins, à ses frais, la totalité de ses obligations en matière de maintien et remise en état des matériels.

En tout état de cause, la participation du TITULAIRE aux dépenses occasionnées par ces travaux ne pourra être inférieure à la valeur de remplacement au jour considéré des matériels d'origine par des matériels similaires.

Le solde P3 MRE ne peut dépasser plus d'une année et demie d'avance en cours de contrat. L'excédent servira à réaliser des améliorations techniques réalisées par le TITULAIRE.

Le marché Garantie Totale sera du type "à répartition", en dérogation à la circulaire n° C3-83 du GPEM/CC.

A l'expiration du marché :

- Les soldes des comptes **P3<sub>MRE</sub>** et **P3<sub>Ren</sub>** seront cumulés
- Si le solde des comptes **P3<sub>MRE</sub>** et **P3<sub>Ren</sub>** est créditeur, les deux parties conviendront d'une utilisation de ce compte :
  - Travaux pour l'amélioration et le renouvellement des installations visant à économiser l'énergie
  - Remboursement sous forme d'un avoir

Lors du remplacement d'une chaudière au titre du poste P3, le TITULAIRE assurera la mise en conformité de la chaufferie, selon la réglementation en vigueur à la date d'établissement des prix.

Toute dépense P3 > 2000€HT doit avoir l'aval de L'ACHETEUR ou de son représentant, sans quoi l'ACHETEUR peut refuser cette dépense lors de l'état des dépenses présenté annuellement.

Les parties se mettront d'accord pour les modalités de saisine et d'accord étant entendu qu'en l'absence de réponse, la réponse de l'ACHETEUR est réputée négative.

8.3.4 L'ACHETEUR pourra à tout moment procéder à toutes les vérifications et faire contrôler les installations par son personnel ou un organisme habilité, sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité du TITULAIRE.

8.3.5 Le TITULAIRE indiquera à l'ACHETEUR, le numéro de téléphone où en cas d'urgence, pourra être joint en permanence, de jour et de nuit, un représentant qualifié du TITULAIRE.

8.3.6 Suivant un planning établi conjointement, l'ACHETEUR ou son représentant et le TITULAIRE se rencontreront trimestriellement afin d'examiner les critères de qualité d'exploitation, de faire le bilan provisoire sur la période écoulée, ainsi que les points à traiter de la nouvelle période à venir.

Le Titulaire devra effectuer d'une manière mensuelle ainsi qu'aux dates de mise en route et d'arrêt du chauffage, le relevé de tous les compteurs situés sur les installations collectives et de production de chaleur, soit, selon le cas :

- compteurs de gaz
- compteur d'eau froide d'alimentation des installations de production d'eau chaude sanitaire
- compteurs thermiques situés au niveau des installations de production
- compteur d'ECS

Ces relevés seront transmis avant le **10 de chaque mois à l'ACHETEUR et à son représentant.**

Le TITULAIRE déléguera une personne responsable aux réunions d'exploitation.

Les personnes déléguées par le TITULAIRE auront un pouvoir de décision technique et administratif, devront connaître l'ensemble des sites et des problèmes afin de pouvoir répondre aux différentes questions techniques, administratives et financières. En cas de non-respect de cette clause, une pénalité pour absence à une réunion sera appliquée.

Au cours de la réunion trimestrielle, les points suivants seront traités :

- les problèmes d'exploitation rencontrés
- le suivi énergétique
- le suivi des actions correctives suite à des dérives de consommation
- le suivi des contrôles réglementaires
- le suivi des opérations spécifiques (disconnecteur, légionellose, contrôle de combustion, ramonage...)
- le suivi des pannes
- le suivi des réclamations
- les travaux réalisés au titre du poste P3
- la liste des demandes d'interventions en dépannage

#### 8.3.7 Bilan d'exploitation annuel

Une réunion annuelle dont la date sera déterminée entre les deux parties, mais en tout état de cause qui se situera pendant le dernier trimestre de chaque année est prévue.

Une présentation du Bilan annuel sera faite par le TITULAIRE et à l'issue, ce dernier remettra un classeur avec tous les éléments (si l'ACHETEUR le souhaite) et le tout sur support dématérialisé. L'ensemble des justificatifs doivent être remis sur un DRIVE au Fils de l'Eau.

Pour les lots n°1 et 2, il sera remis dans la version dématérialisé un rapport complet des obligations contractuelles :

- Un document retraçant :
  - Nature du contrat (nom du site, N° de contrat, début fin de marché, nature des prestations)
  - La liste des avenants
  - Liste des interventions curatives (tableau de synthèse)
  - Travaux P5 : Ensemble des travaux réalisés sur la saison de chauffe
  - Synthèse des événements marquants d'exploitation

- Synthèse financière P1, P2, P3, P5
- Un **Dossier par site** avec les contrôles réglementaires au format PDF
- Une feuille signée du TITULAIRE retraçant l'ensemble des contrôles réglementaires du site de la saison pour mettre dans le Registre de Sécurité.
- Un fichier Excel pour l'ensemble des sites composé de plusieurs onglets avec
  - Tableaux des conformités, une observation sera faite sur les non-conformités et les actions à mener.
  - Tableau des mesures aérauliques
  - Tableau des mesures de l'eau de chauffage
  - Tableaux des P1
    - Consommation de l'année de chauffe + DJU
    - Comparatif aux années passées (si historique)
    - Explication des évolutions (KWh/DJ en fonction des années)
    - Présentation du calcul Intéressement
  - Tableau Garantie Totale P3
    - Tableau de suivi des dépenses ligne à ligne (justificatif des dépenses en annexe)
    - Tableau de synthèse depuis le début du marché
  - Audit des installations mis à jour

Le titulaire du lot n°3 rédigera et présentera, lors d'une réunion un rapport annuel comprenant les différents éléments suivants :

- Les photos du matériel de traitement d'eau en place
- Le descriptif du matériel et de son état
- Le commentaire des visites et des interventions complémentaires effectuées dans l'année
- Les observations et préconisations techniques
- Les devis de remise en état ou de remplacement de matériel proposés
- Les certificats de désinfection
- Les analyses d'eau réalisées avec les valeurs des éléments indispensables analysés ainsi que les commentaires et préconisations, avec un tableau de synthèse sous format Excel et des documents sous PDF pour chaque site
- Le commentaire des visites et des interventions complémentaires effectuées dans l'année pour mise à niveau de la qualité de l'eau
- Les devis de remise en état ou de remplacement de matériel, de déconcentration, désembouage ou d'amélioration

**Les données nécessaires au suivi annuel seront transmises à l'ACHETEUR et à son représentant au plus tard 1 mois avant la réunion annuelle.**

8.3.8. Le TITULAIRE s'engage également à mettre en place la traçabilité suivante :

- un accès internet pour le suivi des interventions
- un accès internet pour le suivi des consommations énergétiques, des compteurs et des marche/arrêt avec historisation des données
- les livrets de chaufferie et de sous-station
- les carnets sanitaires pour les installations avec production d'ECS centralisée
- le carnet de suivi des installations de ventilation et d'extraction



- les livrets de sécurité seront complétés à chaque intervention, selon la réglementation en vigueur.
- l'identification des locaux par circuit de chauffage

8.3.9 Sur demande de l'ACHETEUR ou de son représentant, les documents et communications seront transmis sous forme dématérialisée, sous un format standard (PDF, Word, Excel...).

8.3.10 L'ACHETEUR prendra en charge financièrement les coûts de fonctionnement des installations de télégestion EASY-LIVE ainsi que les frais de connexion nécessaires au fonctionnement des installations de télégestions.

8.3.11 Lors de rénovation partielle ou totale réalisée par l'ACHETEUR ou pour un nouveau site, le TITULAIRE assistera et conseillera l'ACHETEUR pour la bonne exploitation des installations modifiées et pour la sécurité des intervenants. Il assistera à la réception des travaux. Le TITULAIRE aura 2 mois pour transmettre le PV de prise en charge du site modifié. Si le TITULAIRE n'a pas de remarque formulée par lettre recommandée dans ce délai de 2 mois, il accepte les installations sans pouvoir faire de recours par la suite.

8.3.12 Clause de confidentialité, RGPD

Dans le cadre du Règlement Général sur la protection des données (R.G.P.D.) n°2016/679, le TITULAIRE s'engage à prendre toutes les dispositions afin de préserver la sécurité des informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de son obligation contractuelle (fichier client...) et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

## **ARTICLE 9 - PRESTATIONS NON CONFORMES – PENALITES**

### **9.1 Chauffage**

#### 9.1.1 Retard et interruption

Si dans les conditions définies au C.C.T.G et 8.1.1. du présent contrat, le chauffage des locaux était:

- mis avec un retard de plus de 48 à la remise en route du chauffage en début de saison de chauffe. Ce retard serait sanctionné par une pénalité d'un montant journalier égal à 300 € par site et par jour calendaire.
- Le non-respect d'un planning ou la non remise en route d'une installation pendant la période de chauffe du fait du TITULAIRE. Ce retard serait sanctionné par une pénalité d'un montant de 500 € par site après constations de l'acheteur et une autre pénalité pour insuffisance ci-dessous pourra venir s'ajouter.
- 

#### 9.1.2 Insuffisance ou excès au niveau température ambiante.

En cas d'insuffisance de température (2° de moins que la consigne) ou un excès de température (2° de plus que la consigne) avec 4 heures consécutives, une pénalité d'un montant égal à 300 € par site et par jour calendaire.

## **9.2 Eau Chaude Sanitaire**

### **9.2.1 Retard ou interruption**

Toute interruption enregistrée de la fourniture en dehors des périodes d'entretien excédant 24 heures consécutives sera sanctionnée par une pénalité journalière égal à 100 € par site et par jour calendaire.

### **9.2.2 Insuffisance au niveau température de production**

En cas d'insuffisance de température (20° de moins que la consigne) avec 12 heures consécutives, une pénalité d'un montant journalier égal à 100 € par site et par période de 12 heures.

En complément en cas de marché CP, il sera déduit de la facture P1 suivante l'équivalent de l'énergie non consommée par le retard ou l'interruption.

## **9.3 Prestations d'exploitation**

Dans le cadre du présent marché, les modalités suivantes dérogent à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS 2021 :

### **Maintenance/entretien :**

Dans le cas de retard ou défaut d'entretien, la pénalité journalière sera de 100 € par défaut ou/et installation concernée jusqu'à réalisation de la prestation preuve à l'appui transmise par le TITULAIRE

### **Astreinte :**

Retard d'intervention pour dépannage, supérieur au délai d'astreinte, à partir de l'appel :

- Inférieur à 1 heure : 100 €
- Compris entre 1 et 4 heures : 200 €
- Au-delà de 4 heures : 200 € + 200 €/heure

### **Livret de chaufferie :**

Non tenue à jour du livret de chaufferie : 100 € par intervention non tracée

### **Carnet sanitaire :**

Non tenue à jour du carnet sanitaire : 100 € par intervention non tracée

### **Calorifuge :**

Non reprise du calorifuge plus de 4 mois après l'intervention étant à l'origine du manque : 100 € par constat

### **Enregistrements des températures ambiantes :**

Non remise des enregistrements de températures, la pénalité sera de 100 € par enregistrement non remis ou hors délais.

**Entretien locaux techniques :**

Absence d'entretien ou de nettoyage des locaux techniques, la pénalité hebdomadaire sera de 100 € par défaut et installation concernée.

**Retard dans le renseignement de l'outil extranet ou manque de précision du compte rendu :**

Pénalité égale à 50 € H.T. par demande d'intervention concernée.

**Absence aux réunions :**

Pénalité égale à 200 € (H.T.) par absence non justifiée.

**Factures :**

- *Erronée* : Il est prévu une pénalité de 15 € par facture erronée, qui doit être renvoyée au TITULAIRE.
- *Retard* : 3 mois après le démarrage du contrat ou d'un avenant validé les factures doivent être transmises. Le cas échéant, il est prévu une pénalité de 100 € par semaine de retard et par facture.

**Non fourniture des documents contractuels dans les délais impartis :**

100 € (H.T.). / Jour calendaire.

**Pour les lots 1 et 2, les documents contractuels concernés sont :**

- L'ensemble des éléments du bilan annuel (contrôle réglementaire)
- Les relevés d'index mensuels
- Les bilans semestriels de consommations (chauffage et ECS) ;
- Le bilan annuel des interventions réalisées en dépannage ;
- Pour les travaux d'améliorations que l'exploitant souhaitent intégrer, les « devis P3 » détaillant les caractéristiques (marque, type, ...) des matériels envisagés et les montants correspondants (tenant compte des coûts de main-d'œuvre, des coefficients d'entreprise contractuels et des montants estimatifs renseignés par le TITULAIRE seront à renseigner dans le mémoire technique et feront l'objet d'une annexe 3 à l'Acte d'Engagement au présent marché) ;
- Le bilan P3 annuel ;
- Le bilan financier annuel ;
- Les enregistrements de températures et le rapport d'analyse correspondant ;
- Les documents demandés par l'acheteur, dans le cas de commission de sécurité, la fourniture de justificatifs (ramonage, légionnelle, entretien des chaufferies)

**Pour le lot 3, les documents contractuels concernés sont :**

- Les analyses d'eau
- Les rapports

### **Travaux d'Améliorations :**

Le TITULAIRE est tenu de réaliser les travaux d'améliorations dans le délai contractuel du marché. En cas de retard de plus de 3 mois, une pénalité de 200€/semaine et par site sera appliqué. En cas de désaccord sur les causes du retard, à charge au TITULAIRE de démontrer qu'il ne peut être tenu responsable.

### **Révision des montants :**

Les montants des pénalités seront fixe sur la durée du marché pour faciliter leurs mises en applications.

### **Pénalité en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé**

Suite au signalement par écrit d'un agent de contrôle mentionné à l'article L 8271-7 du code du travail de la situation irrégulière du TITULAIRE au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail relatifs au dispositif de lutte contre le travail dissimulé et après une mise en demeure restée sans effet, le TITULAIRE encourt une pénalité de 10% du montant du contrat sans pour autant que le montant des pénalités n'excède celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

#### *Modalités d'application :*

Conformément aux articles L. 8222-6 et R. 8222-3 du code du travail, l'injonction de faire cesser sans délai cette situation irrégulière est adressée au TITULAIRE en lettre recommandée avec avis de réception.

Le TITULAIRE dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à l'ACHETEUR et apporter la preuve qu'il a mis fin à cette situation délictuelle.

*A défaut de correction de ces irrégularités signalées dans le délai de 15 jours, l'ACHETEUR appliquera la pénalité prévue au présent paragraphe et pourra résilier le marché pour faute en application de l'article 32.1 a) du CCAG FCS, aux frais et risques du TITULAIRE.*

## **9.4 Plafonnement des pénalités**

Hors pénalités 9.1 et 9.2 et par exercice, les montants cumulés des pénalités seront plafonnés à 35% du montant P2 globale. Si lors de l'année suivante des pénalités devaient être appliquées le seuil serait remontée à 50% du montant P2 globale. Les pénalités 9.1 et 9.2 sont plafonnées à 30% de l'équivalent P1 du site concerné.

## **9.8 Tableau de synthèse**

Chauffage	mise en route	retard > 48 heures	300€/jour/site	35% P2 / lot
	interruption	> 12h	300€/jour/site	
	insuffisance	< 3° + > 4heures	100€/jour/site	
ECS	mise en route	retard > 24 heures	100€/jour/site	
	interruption	> 12h	100€/jour/site	
	insuffisance	< 20° + > 12heures	100€/jour/site	
Retard/défaut/ interruption	livraisons de combustible	par tranche 12 heures	sans objet	
	Maintenance/entretien		100€/site ou défaut	
	Astreinte	< 1 heure	100€/site ou défaut	
		1 à 4 heures	200€/site ou défaut	
		> 4 heures	200 + 200€/site ou défaut	
	Livret de chaufferie		100€/site ou défaut	
	Carnet sanitaire		100€/site ou défaut	
	Traitement d'eau		sans objet	
	Calorifuge	> 6 mois après inter	100€/constat	
	Enregistrements des températures ambiantes	non remis ou hors délais (3 sondes mobiles /bat)	100€/constat	
	Entretien locaux techniques	défaut	100€/constat	
	Retard renseignement extranet ou manque de précision du compte rendu		50€/constat	
	Absence aux réunions		200€/absence	
	factures	Erronée	15€/factures	
		retard > 3 mois après démarrage	100€/semaine / factures	
	Absence de documents contractuels		100€/constat/jours	
travail dissimulé			10% contrat	
Intéressement	PFI / MTI /CPI / MTI	sur P1	Calcul Intéressement	

## 9.9 Mise en œuvre

Les pénalités se feront par constat des deux parties et seront tracés par recommander.

Les pénalités ci-dessus sont en € **hors taxes** et seront appliquées au travers d'un titre de recette par l'ACHETEUR. Si le TITULAIRE refuse de payer les pénalités, les titres de recette viendront en déduction des factures P1P2.

L'application des pénalités n'a pas de minimum pour leurs recouvrements.

## 9.10 Indemnisation

Lors d'une panne non prise en compte par le TITULAIRE entraînant un remboursement pour des dédommagements, le TITULAIRE devra prendre en compte en cas de fermeture des locaux par suite de l'absence de chauffage :

- Le remboursement des repas
- Les remises sur les loyers
- Le remboursement des artistes sur les salles de spectacle

## ARTICLE 10 - INTERESSEMENT

### 10.1 Généralités

Les principes de calcul des intéressements sont définis en dérogation du CCTG.

#### Exercice

L'exercice sera de 12 mois à compter du mois de notification du marché.

Nota : Toutes mises en route du chauffage pendant la saison de chauffage n'amènent aucune majoration au prix P2 facturé, dans la limite de 2 arrêts et 2 démarrages.

#### Plan de sobriété

Si l'ACHETEUR déclenche un plan de sobriété, l'exploitant ne peut en tirer des bénéfices à hauteur des actions de l'ACHETEUR. A la fin de la saison, les actions de l'ACHETEUR seront valorisées au profit de l'ACHETEUR.

#### Vacance

Si le taux de vacance d'un bâtiment est supérieur de 10% par rapport à la publication du marché, l'intéressement sera neutralisé, si son calcul entraîne une facturation complémentaire. Le taux de vacance sera fourni par l'ACHETEUR pour le bilan annuel.

#### Redéfinition des NB

Si, la première saison comprise, la quantité effective NC est inférieure de plus de 10 pour 100 de la quantité théorique N'B pendant deux saisons successives ou de plus de 15 pour 100 au cours d'une seule saison, l'ACHETEUR pourra demander sa redéfinition. Les nouvelles bases NB et P1 seront calculées en prenant le résultat de la saison écoulée, recalée avec les degré-jours trentenaires et avec un coefficient de 1,03 sur les calculs.

#### Versement de l'intéressement

En cas de remboursement à l'ACHETEUR par le TITULAIRE ce solde sera reversé sous forme de travaux d'économie d'énergie ou crédité sur le compte P3 REN, suivant la décision de l'ACHETEUR.

Au titre des marchés de type PFI, MTI, MCI, CPI on désigne par :

- 18 la base contractuelle de calcul des degrés-jours,
- NDJ(18) contractuel le nombre contractuel de degrés-jours de base 18
- Degré-jours trentenaires de base = 2748
- NB la quantité de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux, dans les conditions climatiques moyennes définies par NDJ(18) contractuel.
- c le prix unitaire de combustible (P1/1) exprimé en € par unité de mesure (m3, kWh)
- k le prix moyen du Mégawatt/heure utile (P1/3) révisé sur la période de chauffage des locaux
- q ECS : produit du nombre de mètres cube d'eau chaude sanitaire fournis par la quantité de chaleur (q) théoriquement nécessaire pour le chauffage d'un mètre cube d'eau froide exprimé en KWh/m3ECS ; (y compris, s'il y a lieu, les pertes du réseau de distribution).

- N'B : quantité de chaleur théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux pendant la durée effective de chauffage dans les conditions climatiques de la saison considérée.

La quantité N'B est déterminée à partir de la consommation moyenne NB suivant la formule :

$$N'B = NB \times \frac{NDJ(18)_{constaté}}{2748}$$

### Valeur qECS

qECS solaire :	75 KWh PCS / m3ECS
qECS réseau de chaleur :	120 KWh utile / m3ECS
qECS chaufferie :	200 KWh PCS / m3ECS

### Facture annuelle P1 et P2 avec intéressement par site

	Gain : $NC < 0.8 * N'B$	Gain : $0.8 * N'B \leq NC$	Perte : $NC \leq 1.2 * N'B$	Perte $1.2 * N'B < NC$
<b>PFI</b>	$P2 * [1 + (2/3) * ((N'B - 0,8N'B)/N'B)]$	$P2 * [1 + (2/3) * ((N'B - NC)/N'B)]$		$P2 * [1 + (2/3) * ((N'B - 1,2 N'B)/N'B)]$
<b>MTI</b>	$P1 * DJR / DJU \text{ tren} - c * [0.5 * (N'B - 0,8N'B) + (0.8 N'B - NC)]$	$P1 * DJR / DJU \text{ tren} - 0.5 * (N'B - NC) * c$	$P1 * DJR / DJU \text{ tren} + 1/3 * (NC - N'B) * c$	$P1 * DJR / DJU \text{ tren} + 1/3 * (1.2 N'B - N'B) * c$
	P1 + avoir	P1 + avoir	P1 + facture	P1 + facture
<b>MCI et CPI</b>	$k * [NC + 0.5 * (N'B - NC) - 0,5 * (NC - 0,8 N'B)]$	$k * [NC + 0.5 * (N'B - NC)]$	$k * [NC - 2/3 * (NC - N'B)]$	$k * [NC - 2/3 * (1,2 N'B - NC) - (NC - 1,2 N'B)]$
	P1 + facture	P1 + facture	P1 + avoir	P1 + avoir

## **10.2 Absence de neutralisation de l'intéressement la première année et renégociation des nb**

Au cours de la première année les écarts supérieurs à +/- 15% pourront être modifiés sans que l'objectif global de l'ensemble du parc ayant servi à la notation des offres ne puisse être dépassé.

L'intéressement sera mis en place dès la première année du contrat si l'objectif n'est pas en dépassement de plus de 8% au global marché. Dans le cas contraire l'intéressement est gelé la première année.

Les NB peuvent être renégociés uniquement si :

- L'ACHETEUR réalise des économies d'énergie ou modifie les plannings de chauffe
- Modification des cibles sans modifier l'objectif global de l'ensemble du parc ayant servi à la notation du marché d'appel d'offre.

## **ARTICLE 11 - FORME ET CONTENU DES PRIX**

La détermination des prix se fait à l'aide des éléments suivants.

Le marché est passé et exécuté en Euro.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au prestataire de services et à ses sous-traitants,
- au prestataire de services mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### **11.1 Poste P1 : fourniture de combustible**

#### **P1/1 - MTI (marché température intéressement) :**

Prix global et forfaitaire pour la fourniture de l'énergie des bâtiments concernés, rendu en chaufferie pour assurer le chauffage des locaux pendant la période contractuelle de chauffage correspondant à 2748 Degré-jours.

Nota : En cas de marché CP, le montant de la molécule sera inscrit en P1/1 pour disposer du budget. Les autres montants seront inscrits dans les redevances P1/4 à P1/8

#### **R2 :**

Prix global et forfaitaire pour la part fixe de la fourniture de l'énergie des bâtiments concernés, pour l'exercice (selon le coût réel avec tableau de composition ou facture)

#### **P1/2 - ECS :**

Prix forfaitaire pour la fourniture du réchauffage d'un m3 d'eau chaude sanitaire mesurée au compteur d'eau avec « n » égal au nombre d'unité consommée.

#### **P1/3 - MC ou CP Réseau de chaleur :**

Sans objet

#### **P1/4 - Abonnement gaz et Part fixe distribution et transport :**

Prix forfaitaire pour l'abonnement gaz de chaque site et Prix forfaitaire pour la distribution (ATRD) et le transport (ATRT) de gaz naturel des bâtiments concernés (selon leur coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

#### **P1/5 - CTA :**



Prix forfaitaire pour la CTA (Contribution Tarifaire d'acheminement) gaz naturel des bâtiments concernés (selon leur coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

**P1/6 – Location compteurs gaz :**

Prix forfaitaire pour la location des compteurs gaz et des taxes des bâtiments concernés, le TITULAIRE refacturera le montant de la location des compteurs gaz à l'euro pour l'euro sur justificatif (tableau de décomposition ou facture).

**P1/7 – TVD :**

Prix forfaitaire pour la TVD des bâtiments concernés (selon les quantités réelles et le coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

**P1/7 – Taxes :**

- TVD

Prix forfaitaire pour la TVD des bâtiments concernés (selon les quantités réelles et le coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

- **Stockage**

Prix forfaitaire pour le stockage de gaz naturel des bâtiments concernés (selon son coût réel avec tableau de décomposition ou facture). Si le DPGF ne tient pas compte d'un montant il sera impossible de refacturer les coûts de stockage. Si le contrat prévoit une formule il faut la rajouter en annexe de l'acte d'engagement.

- **CEE**

Prix forfaitaire pour les CEE pris sur le contrat de gaz naturel des bâtiments concernés (selon son coût réel avec tableau de décomposition ou facture). Si le DPGF ne tient pas compte d'un montant il sera impossible de refacturer les coûts de stockage. Si le contrat prévoit une formule il faut la rajouter en annexe de l'acte d'engagement.

- **TICGN**

Prix forfaitaire pour la TICGN des bâtiments concernés (selon les quantités réelles et le coût réel avec tableau de décomposition ou facture).

**P1/8 – Frais de Gestion :**

Prix forfaitaire pour la gestion des contrat en paiement divergeant, pour les bâtiments concernés

**11.2. Poste P2 : prestation de maintenance**

**Postes P2/1**

Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations de production de chauffage concernées pour chaque exercice annuel.

**Postes P2/2**

Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations de distribution de chauffage concernées pour chaque exercice annuel.

**Postes P2/3**

Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations de production et distribution ECS concernées pour chaque exercice annuel.

**Postes P2/4**

Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des ventilations concernées pour chaque exercice annuel.

**Postes P2/5**

Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des climatisations concernées pour chaque exercice annuel.

**Postes P2/6**

Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des stations de relevage concernées pour chaque exercice annuel.

**Postes P2/7**

Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des ventilations concernées pour chaque exercice annuel.

**11.3. Poste p3 : garantie totale****Poste P3/1 MRE**

Prix global et forfaitaire des prestations de maintien et remise en état, correspondant à des dépenses n'entraînant pas une augmentation de valeur réelle de l'équipement ou n'ayant pas d'impact sur sa durée de vie, pour le périmètre du marché pour chaque exercice annuel.

**Poste P3/2 REN**

Prix global et forfaitaire des prestations de renouvellement et amélioration, correspondant à des dépenses immobilisées pour la collectivité pour le périmètre du marché pour chaque exercice annuel.

**Poste P3/3 AML**

Prix global et forfaitaire pour le renouvellements et améliorations prévus par le TITULAIRE, au démarrage du marché, pour chaque exercice annuel.

**ARTICLE 12 - AJUSTEMENT DES PRIX DES PRESTATIONS**

Les redevances hors TVA correspondant aux conditions économiques connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres sont révisables selon les principes suivants :

**Sites gaz :**

## 12.1 Fourniture de combustible (p1)

Le TITULAIRE prend en charge la fourniture de gaz naturel (en paiement divergeant), des sites concernés. Un contrat triparti sera rédigé.

Si l'ACHETEUR l'autorise, le TITULAIRE fera une nouvelle proposition à chaque fin de contrat gaz, selon les conditions suivantes :

- Il fera une cotation au plus tard 9 mois avant l'échéance,
- Si le prix proposé est supérieur à la cotation obtenue par l'ACHETEUR majorée avec un coefficient de 1,03, l'ACHETEUR aura la possibilité de refuser l'offre et de poursuivre en P1 divergeant.

### 12.1.1 Energie produite à partir du gaz naturel : poste P1/1 à P1/3 et P1/7

Dans le cadre du P1 en paiement divergeant, les montants des taxes et frais de distribution seront facturés selon leur coût réel.

$$P1 \text{ taxegaz} = P1 \text{ taxegaz}_0 \times \left( a \left( \frac{TVD}{TVD_0} \right) + b \left( \frac{CEE}{CEE_0} \right) + c \left( \frac{TICGN}{TICGN_0} \right) + d \left( \frac{\text{Stockage}}{\text{Stockage}_0} \right) \right)$$

Dans laquelle :

- P1 taxe gaz = nouveau prix de règlement du combustible
- P1taxedgaz<sub>0</sub> = prix initial du combustible
- TVD = valeur du TVD connue à la date de facturation.
- TVD<sub>0</sub> = valeur initiale du TVD, connue à la date de remise de l'offre.
- CEE = valeur CEE connue à la date de facturation.
- CEE<sub>0</sub> = valeur initiale CEE, connue à la date de remise de l'offre.
- TICGN = valeur TICGN connue à la date de facturation.
- TICGN<sub>0</sub> = valeur initiale TICGN, connue à la date de remise de l'offre.
- Stockage = valeur du stockage du contrat gaz
- a : coefficient TVD
- b : coefficient CEE
- c : coefficient TICGN
- d : coefficient stockage

avec CEE :

$$CEE = CEE_0 \times (\text{Taxe CEE} / \text{Taxe CEE}_0)$$

$$CEE_0, CEE = \text{Prix initial de l'AE en € H.T./Mwh et final de la composante CEE}$$

Avec :

$$CEE = \text{Coef CEE Classique} \times (\text{Prix Classique} + \text{Coef CEE précarité} \times \text{Prix précarité})$$

$$CEE_0 = \text{Coef CEE Classique}_0 \times (\text{Prix Classique}_0 + \text{Coef CEE précarité}_0 \times \text{Prix précarité}_0)$$

Coef CEE Classique = Coefficient d'obligation CEE classique selon le type de combustible connu au dernier jour du mois facturé.

Coef CEE Classique 0 = Valeur connue à la date de remise de l'offre.

Coef CEE précarité = Coefficient d'obligation CEE précarité selon le type de combustible connu au dernier jour du mois facturé.

Coef CEE précarité 0 = Valeur connue à la date de remise de l'offre.

Prix Classique = la valeur indice connue du coût des SPOT de l'obligation CEE classique – publié sur le site «C2E Emmy» connu au dernier jour du mois facturé

Prix Classique 0 = Valeur connue à l'AE.

Prix Précarité = la valeur indice connue du coût des SPOT de l'obligation CEE précarité – publié sur le site « C2E Emmy» connu au dernier jour du mois facturé

Prix Précarité 0 = Valeur connue à l'AE.

Prix CEE 0 = Valeur connue Valeur connue à l'AE.

La marge sur P1 de l'acte d'engagement sera appliquée sur les redevances P1/1 à P1/3

### **Sites RCU :**

Le TITULAIRE prend en charge la fourniture de chaleur R1-R2 (en paiement divergeant), des sites concernés. Un contrat triparti sera rédigé.

Les prix des postes P1 et R2 seront révisés selon leurs évolutions réelles

## **12.2 Prestations de maintenance (p2) :**

Les factures P2 seront révisées trimestriellement.

Les prix P2 seront révisés en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$P2 = P2_0 \times \left( 0,125 + 0,75 \frac{ICHT\ IME}{ICHT\ IME_0} + 0,125 \frac{FSD2}{FSD2_0} \right)$$

dans laquelle :

- $P2$  = nouveau prix de règlement de la redevance
- $P2_0$  = prix initial de la redevance
- $ICHT\ IME$  = valeur de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques  $ICHTrev-TS$  hors effet CICE, connue à la date de facturation,
- $ICHT\ IME_0$  = valeur initiale de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques  $ICHTrev-TS$  hors effet CICE, connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.
- $FSD2$  = valeur de l'indice de Frais et Services Divers 2 connue à la date de facturation,
- $FSD2_0$  = valeur initiale de l'indice de Frais et Services Divers 2 connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

### 12.3 Garantie totale (p3)

#### 12.3.1 Redevance $P3_{MRE}$ et $P3_{Ren}$

Les factures  $P3$  seront révisées trimestriellement.

Les prix  $P3$  seront révisés en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$P3 = P3_0 \times \left( 0,125 + 0,875 \frac{BT40}{BT40_0} \right)$$

dans laquelle :

- $P3$  = nouveau prix de règlement de la redevance
- $P3_0$  = prix initial de la redevance
- $BT40$  = valeur de l'indice du chauffage central connue à la date de facturation,
- $BT40_0$  = valeur initiale de l'indice du chauffage central connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

#### 12.3.2 Taux horaire $h$

Le taux horaire  $h$  sera révisé une fois par an à chaque date anniversaire du contrat en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$h = h_0 \times \left( \frac{ICHT\ IME}{ICHT\ IME_0} \right)$$

dans laquelle :

- $h$  = nouveau taux horaire
- $h_0$  = taux horaire initial
- $ICHT\ IME$  = valeur de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques  $ICHTrev-TS$  hors effet CICE, connue à la date anniversaire du contrat,

- ICHT IME<sub>0</sub> = valeur initiale de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques ICHTrev-TS hors effet CICE, connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

### 12.3.3 Seuil

Le seuil S "valeur limite P2/P3" sera révisé une fois par an à chaque date anniversaire du contrat en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$S = S_0 \times \left( 0,125 + 0,875 \frac{BT40}{BT40_0} \right)$$

dans laquelle :

- S = nouveau seuil
- S<sub>0</sub> = valeur initiale du seuil
- BT40 = valeur de l'indice du chauffage central connue à la date anniversaire du contrat,
- BT40<sub>0</sub> = valeur initiale de l'indice du chauffage central connue au 1er jour du mois de la date limite de remise des offres et précisée à l'acte d'engagement.

### 12.3.4 Redevance **P3.3<sub>AML</sub>**

Les prix sont fermes et non révisables.

### 12.3.5 Seuil

Toute modification, changement de taux ou de montant, suppression ou création de taxe, impôt ou redevance grevant directement ou indirectement le prix, sera immédiatement répercuté dans la facturation, soit en hausse, soit en baisse, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

L'impôt foncier reste à la charge de l'ACHETEUR.

## 12.4 Clause de sauvegarde

Lorsque l'application des formules P2 et/ou P3 fait apparaître une variation de plus de 5% d'une année sur l'autre, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir, en tant que de besoin, une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques du marché de base.

Cet aménagement éventuel fera l'objet d'un avenant au présent Marché.

Il en serait de même si la définition de l'un des paramètres d'indexation venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

## **ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS**

Les dispositions des factures seront prises en début de marchés, elles devront être faites en fonction des demandes de l'ACHETEUR et de sa comptabilité analytique.

### **13.1. Redevances p1**

#### *13.1.1 P1/1 – MTI*

Il sera émis des factures mensuelles, selon la rigueur climatique réelle, indexées conformément à l'article 12 du présent CCAP. Chaque facture détaillera la facturation pour chaque site.

L'intéressement sera calculé à la fin de chaque exercice.

Nota : Le TITULAIRE facturera semestriellement les factures CP gaz, fioul... reçues sur la période. La facture du fournisseur d'énergie doit impérativement accompagner la facture du TITULAIRE

#### *13.1.2 P1/2 - ECS*

Il sera émis des factures semestrielles au 30 juin et au 31 décembre égales à la consommation de m3 d'eau chaude sanitaire fournie et enregistrée pendant la période considérée, valorisée au prix P1/2 révisée définitivement en fonction des indices et barèmes connus à la date de facturation, conformément à l'article 12 du présent CCAP.

#### *13.1.3 P1/3 – MCI ou CPI*

Sans objet

#### *13.1.4 P1/4 – Abonnement gaz*

Il sera émis deux factures au 30 juin et au 31 décembre égales au montant exact de l'abonnement et des coûts de stockage (s'ils sont liés sinon facturé au P1/7), conformément à l'article 12 du présent CCAP. Une facture détaillera la facturation pour chaque site.

#### *13.1.5 P1/5 – CTA*

Il sera émis deux factures au 30 juin et au 31 décembre égales au montant exact de la CTA, conformément à l'article 12 du présent CCAP. Une facture détaillera la facturation pour chaque site.

#### *13.1.6 P1/6– Location de poste gaz*

Il sera émis deux factures annuelles au 30 juin et au 31 décembre égales au montant exact des factures sur la période, conformément à l'article 12 du présent CCAP. Une facture détaillera la facturation pour chaque site.

#### *13.1.7 P1/7– Taxes Gaz*

A la fin de chaque exercice, il sera fait une régularisation avec justificatif site par site entre la provision P1/7 de l'exercice et les dépenses réelles. Cela donnera lieu à un avoir ou une facture.

#### *13.1.8 P1/8 - Gestion des contrats d'Energie*

A la fin de l'exercice le TITULAIRE facturera la Gestion des Contrats d'Energie, conformément à l'article 11 du présent CCAP. Une facture détaillera la facturation pour chaque site.

### **13.2. Redevance p2**

Il sera émis des factures trimestrielles aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre, égales à 1/4 des montants P2 révisées définitivement en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation, conformément à l'article 12 du présent CCAP. Chaque facture détaillera la facturation pour chaque site.

### **13.3. Redevance p3**

Il sera émis des factures trimestrielles aux 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre, égales à 1/4 des montants P3 révisés définitivement en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation, conformément à l'article 12 du présent CCAP. Chaque facture détaillera la facturation pour chaque site.

### **13.4 Conditions de règlement**

#### **Modalités de paiement**

Le paiement s'effectuera conformément aux règles de la comptabilité publique.

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, l'usage de la facture électronique est obligatoire pour les grandes entreprises, les PME, mais aussi les TPE depuis le 1er janvier 2020.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont donc effectués **exclusivement sur le portail de facturation "CHORUS PRO"** gratuitement accessible (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

**Sur le portail de facturation Chorus Pro, veuillez saisir le n° de Siret du Crous : 186 706 446 00017 ainsi que le code service suivant : 1001**

Conformément aux dispositions de l'article D2192-2 du Code de la Commande Publique, les factures électroniques comportent les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas de numéro d'identité, un arrêté du ministre chargé du budget fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.



Le portail de facturation Chorus Pro peut également être utilisé par les entreprises qui ne sont pas encore concernées par l'obligation.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la POUVOIR ADJUDICATEUR peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

*(Afin de faciliter le déroulement de la procédure de **vérification** des factures, le candidat est prié d'envoyer également sa facture scannée à l'adresse électronique définie à la notification. **Il est toutefois expressément précisé que seule la réception de la facture via le portail CHORUS déclenchera la procédure de mandatement et de règlement des factures. Toute facture envoyée uniquement par mail ne sera pas mandatée.**)*

✓ **Mentions à faire figurer sur les factures électroniques :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le Titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur (SIRET, Adresse) et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- 4° La désignation du destinataire de la facture et son numéro de SIRET (NB : aucun numéro d'engagement juridique, code service ou libellé de service n'est demandé pour l'instant) ;
- 5° Le numéro (25 001) et la date du marché et de chaque avenant,
- 6° Le site concerné ;
- 7° La période facturée
- 8° Les prestations réalisées ;
- 9° Le montant hors T.V.A. des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour,
- 10° Le taux et le montant de la T.V.A.,
- 11° Le montant total des prestations exécutées,

Nota : sur les factures, l'ordre des sites et le numéro doit impérativement être celui du DPGF, sans ce respect de consigne la facture sera mise au statut « à recycler » dans chorus.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **Délais de paiement**

Le règlement s'opère par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la facture en bonne et due forme.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, les intérêts moratoires sont prévus par le décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Tout retard de paiement engendrera, au profit du titulaire, des intérêts moratoires correspondant au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à 40 euros.

Le POUVOIR ADJUDICATEUR se libérera des sommes dues en exécution du présent marché par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, tel que figurant à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-27 du Code de la Commande Publique : « Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur. »

Le titulaire de l'accord-cadre sera ainsi informé de la suspension du délai de paiement de sa facture par le gestionnaire et des raisons de cette suspension par courriel.

### **13.5 T.V.A.**

Le TITULAIRE devra appliquer le taux de T.V.A. adapté à la prestation et à l'activité du site.

Le taux de T.V.A. réduit devra être appliqué dès que les conditions le permettent et selon la législation en vigueur.

### **13.6 Avance**

Une avance est accordée de droit au titulaire du présent marché, dans les conditions fixées au [article R. 2191-3](#) ou article [R. 2391-1](#), sauf si ce dernier l'a expressément refusée dans l'acte d'engagement.

**Le titulaire doit stipuler dans l'acte d'engagement s'il souhaite bénéficier de cette disposition.**

## **ARTICLE 14 - EXERCICE ET PERIODE CONTRACTUELLE**

L'exercice est la période continue de 12 mois dont le début est fixé au 1<sup>er</sup> jour du mois de notification

Saison de chauffage : du 1<sup>er</sup> septembre au 30 juin

Période contractuelle : date de démarrage et arrêt chauffage

La saison de chauffage correspond à la période pendant laquelle le prestataire est censé être en mesure de mettre en route le chauffage et d'assurer les prestations de confort dans les limites des garanties de température.

Bases météorologiques (METEO France) : Base de degrés jours 18° C

Nombre de degrés jours de la période contractuelle de référence : 2748 (moyenne trentenaire)

Station météorologie de référence : STRASBOURG

## **ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE - EXECUTION PAR DEFAUT**

### **15.1. Conditions de résiliation du contrat**

#### **a. Général**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG FCS  
En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

#### **b. Energie**

Selon les dispositions du chapitre 6 du CCAG complétées par les précisions suivantes :

- Si le TITULAIRE se montrait incapable d'assurer la fourniture pendant plus de huit jours consécutifs, l'ACHETEUR pourrait résilier le marché.
- En cas d'arrêt prolongé de fourniture mis en évidence dans les conditions de l'article 9 du présent CCAP, l'ACHETEUR mettra le TITULAIRE en demeure d'y remédier.

Si dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception d'une lettre recommandée, le TITULAIRE ne pouvait assurer une fourniture normale, l'ACHETEUR y pourvoirait aux frais et risques du TITULAIRE.

Si le TITULAIRE ne pouvait remplir ses obligations par suite de circonstances définies à l'article 16 ci-après, il rechercherait avec l'ACHETEUR toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de la fourniture et pour assurer la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne pouvait être trouvée, l'ACHETEUR pourrait résilier le marché.

En cas de résiliation du marché, l'ACHETEUR s'engage à racheter le stock de combustible appartenant au TITULAIRE. Aucune indemnité ne pourra être demandé

### **15.2. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE**

Sont considérés comme tels tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendante de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenable du point de vue technique ou financier, et en particulier les cas suivants : la guerre, les émeutes ou mouvements populaires, les inondations, les calamités naturelles, les coupures d'électricité ou de gaz, les grèves hormis celles du fait du TITULAIRE, les mesures gouvernementales ou administratives.

## **ARTICLE 17 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

En complément du CCTG, le TITULAIRE est tenu de préciser les montants des garanties suivantes, souscrites auprès d'une Compagnie notoirement solvable pour les risques de sa responsabilité civile, au-delà desquels l'ACHETEUR renonce à tout recours :

- dommages corporels,
- dommages matériels,
- dommages immatériels consécutifs.

Eu égard à l'importance des installations confiées, le montant minimum sera de 1.5 M€ pour les risques matériel et immatériel, consécutif ou non et par sinistre.

Les dommages résultant des causes suivantes sont exclus de la responsabilité du TITULAIRE et ne feront pas l'objet des pénalités définies à l'article 9 du présent CCAP :

- fait d'un tiers ou du POUVOIR ADJUDICATAUR lui-même,
- vices cachés des installations,
- cas énumérés à l'article 16 ci-avant,
- température extérieure inférieure à la température minimale de base (article 5 du C.C.T.P.),
- dommages atteignant les installations et non imputables au TITULAIRE.

En complément de l'application des pénalités prévues à l'article 9, le TITULAIRE prendra en charges les éventuels préjudices causés à l'ACHETEUR ou aux usagers des équipements, du fait d'une insuffisance, interruption ou à un défaut d'exploitation.

Dès que la date de validité est dépassée, le TITULAIRE transmettra à l'ACHETEUR une nouvelle attestation d'assurance.

## **ARTICLE 18 - ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE**

18.1. Le TITULAIRE doit prendre, sur l'ensemble des chantiers, toutes les mesures d'ordre et de sécurité, propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Le décret du 20 février 1992 (J.O. du 22 février 1992) ainsi que la circulaire prise en application de ce décret, en date du 18 mars 1993, sont applicables au présent marché.

Le TITULAIRE assure notamment l'éclairage et le gardiennage de ses chantiers, ainsi que leur signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.

Le TITULAIRE doit prendre les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du TITULAIRE.

18.2 En cas d'inobservation par le TITULAIRE des prescriptions d'hygiène et de sécurité, et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, l'ACHETEUR peut prendre aux frais du TITULAIRE les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou de l'ACHETEUR ne dégage pas la responsabilité du TITULAIRE.

18.3 Tous les renseignements relatifs à la situation des chantiers, par exemple :

- voies d'accès, aires de stationnement,
- emplacements pour ateliers, dépôts de matériaux,

seront communiqués par l'ACHETEUR, avant le début des travaux.

18.4 ETABLISSEMENT DU PLAN D'HYGIENE ET DE SECURITE ET DU PLAN DE PREVENTION :

Le TITULAIRE proposera une rédaction d'un plan de prévention à l'ACHETEUR **dans le mois** qui suit la prise en charge du contrat.

18.5 EPI ET MOYENS SPECIFIQUES

Le TITULAIRE mettra à disposition des intervenants les EPI, les équipements spécifiques de protection et les moyens d'intervention (nacelle...).

#### 18.6 MISE EN DANGER DES INTERVENANTS

Si un accès rend les interventions de maintenance impossible dans des conditions normales de sécurité, le TITULAIRE averti, dans un délai d'une semaine suivant le constat, l'ACHETEUR. Si aucun aménagement n'est trouvé ou que la mise en place d'un aménagement est difficile à mettre en œuvre rapidement, un avoir sur la prestation P2 non réalisée est calculé et déduit de la facturation suivante.

#### 18.7 AMIANTE :

Les bâtiments dans lesquels le TITULAIRE intervient sont susceptibles de contenir des matériaux amiantés.

##### Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier et des occupants de l'immeuble :

En cas de travaux sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante, le TITULAIRE doit s'assurer du respect des règles en matière d'information des occupants de l'immeuble traité et mettre en place les consignes de sécurité requises pour de tels travaux. Il en va également de sa responsabilité quant au respect des règles relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.

En conséquence, dans le cadre de la préparation et de l'exécution des travaux, le TITULAIRE doit prendre toutes les dispositions pour respecter la réglementation en vigueur en matière d'amiante, notamment au regard :

- du code du travail (article R.4412-114 et article R.4412-139)
- du code de la santé publique se rapportant aux travaux en présence d'amiante
- de l'arrêté du 23 février 2012 fixant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Le personnel du TITULAIRE ou de son sous-traitant intervenant sur ou à proximité de matériaux amiantés doit donc être juridiquement autorisé à travailler au contact de matériaux potentiellement amiantés et par conséquent avoir reçu au préalable une formation adaptée dont les modalités sont fixées par la législation en vigueur et qui porte notamment sur :

- Les produits et dispositifs susceptibles de contenir de l'amiante ;
- Les modalités de travail recommandées ;
- Le rôle et l'utilisation des équipements de protection collectifs et individuels.

Dans le cas où des matériaux et/ou produits contenant de l'amiante venaient à être générés dans le cadre du présent marché, ils devront être transportés et éliminés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

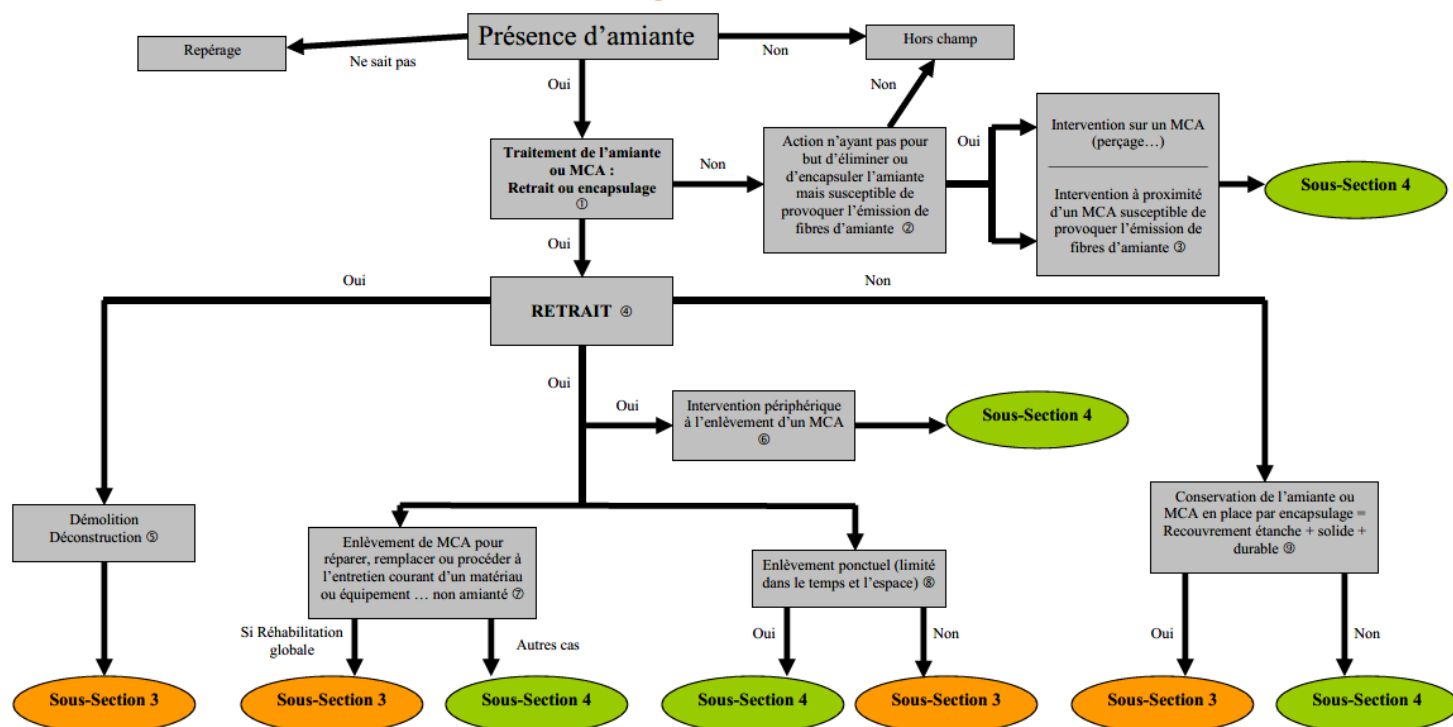
##### Travaux en sous-sections 3 et 4 :

L'ensemble des prestations et démarches (notamment l'établissement du plan de retrait et le suivi de son instruction) nécessaires à l'exécution pleine et entière des travaux dans le respect de la réglementation, sont à la charge de l'ACHETEUR.

Dossier technique amiante :

Le dossier technique « Amiante » qui contient les résultats des recherches et contrôles de la PERSONNE PUBLIQUE effectué conformément aux dispositions réglementaires sera consultable au bureau de l'ACHETEUR. En cas de travaux effectués au titre des postes P2 / P3, la réalisation d'un DAAT spécifique aux travaux est à la charge de l'ACHETEUR.

**Distinction sous-section 3/sous-section 4 pour les opérations exposant à l'amiante sur des immeubles par nature ou par destination\***



## 18.8 NETTOYAGE ET RELATION AVEC LES OCCUPANTS :

Le TITULAIRE veillera à maintenir les alentours des équipements dans le même état de propreté qu'il les a trouvés en commençant son intervention.

Tous les travaux comprennent le ramassage et la sortie de tous les déchets. Lieu de dépôt au choix du TITULAIRE, à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant inclus dans le prix.

En cas d'altération excessive de la propreté des alentours consécutive aux interventions du TITULAIRE, ce dernier devra à ses frais, nettoyer la zone en question. L'ACHETEUR sera le seul juge de l'aspect des dégradations.

Le TITULAIRE devra faire preuve d'amabilité envers les occupants.

**ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE**

Une fois le marché notifié, le TITULAIRE ne peut pas sous-traiter les prestations du marché sans l'accord exprès et préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

## 19.1 Désignation de sous-traitants

Conformément à l'article L2193-2 du Code de la Commande Publique, « la sous-traitance est l'opération par laquelle un opérateur économique confie par un sous-traité, et sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant, l'exécution d'une partie des prestations du marché conclu avec l'acheteur ».

Les modalités d'acceptation et d'agrément du sous-traitant sont précisées aux articles L2193-4 à L2193-7 du Code de la Commande Publique.

Ainsi, l'opérateur économique peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du présent accord-cadre et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La déclaration de sous-traitance peut donc intervenir :

**-soit au moment du dépôt de l'offre.** Le soumissionnaire identifie dans son offre le sous-traitant auquel il envisage de faire appel, ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées. Il fournit également à l'acheteur une déclaration mentionnant l'ensemble des informations suivantes conformément à l'article R2193-1 du Code de la Commande Publique :

- 1° La nature des prestations sous-traitées ;
- 2° Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- 3° Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- 4° Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- 5° Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire pourra utiliser le formulaire ATTRI2 prévu à cet effet.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV.

**-soit en cours d'exécution du marché.** Le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance, précisant l'ensemble des éléments indiqués ci-dessus. Le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- 1° une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique ;
- 2° une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 32.1 du CCAG FCS).



## **19.2 Modalités de paiement direct**

### **Cotraitants**

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Le mandataire est seul habilité à présenter à l'ACHETEUR la demande de paiement.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les demandes de paiement sont décomposées en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

### **Sous-traitants**

Les modalités de paiement du sous-traitant sont définies aux l'article R2193-10, R.2193-11 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant ayant droit au paiement direct adresse au titulaire, sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur ou à la personne désignée par lui dans le marché public.

Il est précisé que pour les sous-traitants de l'entreprise titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation signée par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à payer par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné et accompagnée de la demande de paiement du sous-traitant du titulaire ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur ou à la personne désignée dans le marché public par l'acheteur, accompagnée des copies des factures adressées au titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans le marché public adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **ARTICLE 20 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES**

### **20.1. Recours**

Dans un délai de trois mois suivant la prise d'effet du Marché d'exploitation, le TITULAIRE sera tenu de signaler à l'ACHETEUR les difficultés rencontrées risquant de mettre en cause l'exploitation des installations confiées à ses soins.

Passé ce délai, l'ACHETEUR délègue au TITULAIRE tout droit de recours qu'il peut détenir à l'encontre des fournisseurs ou installateurs des ouvrages exploités.

### **20.2. Contestations**

Toutes les contestations qui viendraient à s'élever sur l'interprétation ou sur l'exécution du présent Marché seront portées devant un arbitre unique, si les parties s'entendent sur sa désignation.

Si les parties ne peuvent se mettre en accord sur la désignation d'un arbitre unique, compétence de juridiction sera reconnue au Tribunal Administratif de Nancy dont dépend le marché.

### **20.3. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

L'unité monétaire du marché est l'euro. Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration de sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigés :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° X ayant pour objet « ..... » ; Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.*

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser à l'administration seront rédigées en français »*

## ARTICLE 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Objet de la dérogation introduite
4.1	2	Pièces constitutives du marché
4.2.2	2.2	Exemplaire unique
11.3	11	Intégration de l'effet des variations de prix dans les demandes de paiement
42	15	Résiliation pour motif d'intérêt général – Indemnisation – Cas particulier de la clause butoir / de sauvegarde
14.1	9	Montant des pénalités pour retard, absence, manquement d'exécution
14.1.3	9	Seuil de recouvrement des pénalités
39.2	15	Résiliation de droit en cas de liquidation judiciaire